



LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

LA LETTRE DE LA CHINE HORS LES MURS N°28

SOMMAIRE

■ Prospective : Esquisse d'un paysage d'après-guerre, par le comité éditorial.....	p. 1
■ Tribune : Quelle attitude adopter face aux investissements chinois en France, par David Baverez	p. 5
■ Point d'actu : Une nouvelle donne Chine – Europe, par Christophe Granier	p. 5
■ Secteur : Le luxe et la Chine, jusqu'ici tout va bien, par Emmanuelle Sidem et C. Granier	p. 6
■ Les groupes chinois mondialisés : Fosun Fashion Group, par Eléonore William	p. 9
■ Bilan infographique : Les IDE et les contrats chinois en baisse, par Christophe Granier	p.10
■ BRI Digest :	
La BRI et l'Italie : L'ombre de Marco Polo, par Paul Clerc-Renaud	p.11
Actualité de la BRI, par Christophe Granier	p.12
■ Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Christophe Granier	p.13
■ Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par le Comité France Chine.....	p.16

Prospective

Esquisse d'un paysage d'après-guerre

Comme tous les conflits, la confrontation actuelle entre les Etats-Unis, puissance déclinante, et la Chine, nouveau paragon de vertu de l'ouverture multilatérale, fera des victimes. L'analyse de la nature du conflit et les paris sur son issue n'intéressent que les spectateurs externes ; les deux acteurs principaux se concentrent plus pragmatiquement sur l'évaluation des faiblesses de l'adversaire et leurs moyens propres de sortir vainqueurs ou le moins affaiblis possible de cette période de tension.

Si le conflit tarifaire semble aujourd'hui en voie de résorption, l'affrontement continue sur le plan technologique, Washington essayant de briser l'élan de Pékin dans son processus de modernisation et de conquête du leadership en robotique, intelligence artificielle et réseaux de communication, éléments stratégiques de premier ordre. Le cas Huawei est à cet égard significatif, comme l'est la condamnation véhémement du plan « Made in China 2025 », surprenante à certains égards. Toutes proportions gardées, quelle puissance aurait pris l'initiative de condamner en 1966 le plan calcul du général de Gaulle et de Michel Debré et pourquoi reprocher à une nation de planifier à l'avance son indépendance industrielle ? Sans doute les moyens sont-ils plus en cause que les buts dans la frénésie anti-Pékin développée par l'oncle Sam, mais si l'hubris chinoise est souvent apparente, elle ne justifie pas en retour la paranoïa américaine.

Pour le gouvernement de Xi Jinping, assiégé par un réseau de médias occidentaux très influents au niveau planétaire, il s'agit de compter ses amis, de rassembler autour de soi des intérêts convergents et de se préparer au pire, sur le plan stratégique comme sur celui de l'économie pure. La diplomatie rejoint donc le commercial, et les cailloux semés depuis la politique d'ouverture vont bientôt devoir montrer leur capacité à se transformer en dalles de jardin assez stables pour parcourir la planète avec des produits et services à vendre, et garantir ainsi une stabilité économique de long terme.

Dans un monde d'après-guerre ou de guerre froide longue et destructrice, Pékin est susceptible de recueillir les fruits de sa patiente expansion vers l'extérieur en soignant les alliances de circonstance qu'il a tissées pour les transformer en connivence bien pensée ou lien de suzeraineté accepté. Reste à déterminer, dans l'entrelacs des traités de libre-échange, associations commerciales, clubs de financement, organisations à vocation sécuritaire ou autre, qui sont ou pourraient être les partenaires du futur bloc chinois.

Métaphysique des cercles et stratégie des tubes

A l'intérieur de la « Grande Chine », les territoires douaniers séparés des zones administratives spéciales de Hong Kong et de Macao sont administrés avec un large degré d'autonomie dans le cadre de « un pays deux systèmes ». Dès 2003,

la Chine a conclu avec elles les accords dits CEPA (Closer Economic Partnership Arrangement) accordant aux marchandises, aux services et aux investisseurs des deux régions économiques spéciales un accès préférentiel au marché chinois. La Chine bénéficie également de tous les services et réseaux de la place logistique, financière et commerciale internationale de Hong Kong, y compris de ses propres traités de libre commerce avec un nombre croissant de pays ou groupements de pays¹.

L'intégration de Hong Kong et de Macao avec Shenzhen, Canton et sept autres villes de la province du Guangdong au sein de la **Greater Bay Area** dont le plan de développement vient d'être annoncé en février 2019 constitue une mégalopole de 70 millions d'habitants visant à rivaliser en terme de connectivité, d'innovation et de technologies avec les baies de San Francisco et de Tokyo. Elle est le point de convergence de la ceinture terrestre et de la route de la soie maritime de l'Initiative BRI et le tremplin idéal pour les entreprises chinoises désirant se développer à l'international.

Habituees par une longue tradition impériale au raisonnement géopolitique autocentré, les autorités chinoises considèrent le voisinage proche comme une zone naturelle de protection et d'échange privilégiés. Sur le plan économique, ce schéma de pensée amène à veiller à une ouverture commerciale entretenue, car des voisins en bonne santé ne développent pas d'agressivité politique. S'en suit un marché commun de fait comme de raison, contrarié politiquement lorsque l'empire cherche à contrôler une partie de l'espace proche ; à cet égard, les revendications concurrentes sur la mer de Chine du sud peuvent constituer un obstacle à l'établissement d'une communauté harmonieuse. Pékin a pratiqué logiquement l'entrisme dans les organismes régionaux de son espace proche (ASEAN, RCEP, Union Eurasiatique) quand il n'a pas créé ou entretenu lui-même ces associations (Organisation de sécurité de Shanghai, Trilogue Chine-Corée-Japon).



en revanche au sein des nations de l'APEC qui entourent l'océan oriental, la Chine ne parvient pas non plus à dépasser son rôle d'observateur au sein du peu actif forum des Iles du Pacifique.

Si la relation s'avère délicate – à cause d'anciens contentieux ou de contraintes géoéconomiques lourdes – Pékin a su préparer des solutions de repli, visant certains pays pour constituer des couloirs de déviation pour ses flux économiques. L'initiative Belt & Road y trouve sa justification originelle avec ses corridors à travers le Pakistan, le Myanmar ou plus simplement la Malaisie, de Kuantan à Port Klang. Lorsqu'une association existante peut représenter un bloc adverse potentiel, les dispositions sont prises pour la contrer en la divisant ; la Coopération Lancang-Mékong, choyée par la Chine qui y participe activement, protégera ainsi un jour l'axe Myanmar-Laos-Cambodge, accès vital aux mers chaudes, des initiatives négatives éventuelles d'une ASEAN-AEC devenue rivale.

Les axes terrestres, ferroviaires, routiers, leurs appendices de transport d'énergie et les lignes maritimes stratégiques, dans les mers du Sud comme autour des pôles, sont des « tubes » d'importance tout aussi critique mais lancés beaucoup plus loin vers le monde global que la Chine a décidé de cibler depuis le congrès du PCC de 1999 qui a lancé le « Go-out ». Dans cet assemblage neuronal complexe, le désert sibérien qui chapeaute le territoire chinois – du point de vue terrestre comme maritime avec la route polaire qui longe son littoral – joue un rôle tout à fait particulier, glacis de protection tout autant que nid de ressources. La relation avec la Russie est de ce fait cruciale car il s'agit du seul bloc que la Chine ne peut ni éviter ni scinder dans son expansion.

Au-delà du continent eurasiatique, Pékin a noué des contacts avec des communautés d'états ou d'intérêts. Créé au tournant du siècle, le forum de coopération sino-africain (FOCAC) a aggloméré la quasi-intégralité des états africains autour de la Chine, devenue premier banquier du continent. Ses réunions régulières sont l'occasion solennelle d'abandon de créances échues et non payées par des pays en difficulté financière et du cadrage biennuel des aides à prévoir. En Europe, participant au dépeçage d'un vieux continent à la recherche de son unité, l'initiative 16+1 réunit depuis 2012 11 pays de l'Union et 5 autres nations de l'est européen, cibles naturelles du débouché de la « ceinture » transcontinentale. Depuis 2015, la Chine et la Communauté des Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes établissent des plans de coopération conjoints.

Dans le cadre du développement de la « route de la soie » digitale, la stratégie de Pékin est de connecter l'Afrique et l'Amérique latine à son réseau de communication rapide. De sa base de Gwadar sur la côte pakistanaise, un câble sous-marin doit relier les ports de Mombasa et Djibouti. De l'autre côté du continent africain, la pose du câble transatlantique de Kribi au Cameroun jusqu'à Fortaleza au Brésil a été attribué à un contracteur chinois. Plus inhabituel, un projet record encore hypothétique doit relier la Chine au Chili en traversant le Pacifique sud.

Traités bilatéraux et autoroutes financières

Préparant l'éventualité de troubles du système multilatéral au sommet duquel trône l'OMC, la Chine a conclu et négocie de nombreux traités bilatéraux pouvant un jour substituer des accords préférentiels isolés à un *modus vivendi* mondial.

Dans ce domaine, pas ou peu de considérations politiques mais une lucidité froide de comptable : même Singapour et la Nouvelle-Zélande, rares pays à conserver des accords commerciaux avec Taiwan, se trouvent liés également avec Pékin par des traités encore récemment renouvelés dans le sens d'un renforcement des relations. Si le commerce est toujours l'objet de ces traités – dont le spectre de biens concernés varie notablement de l'un à l'autre – il faut noter que le volet investissement y est souvent absent et que les petits états (en particulier africains) n'y ont pas droit. Pour une fois d'accord avec les spécialistes de géopolitique économique, les autorités chinoises – en choisissant *en même temps* les deux voies – confirment que le bilatéral est l'arme des puissants et le multilatéral le bouclier des faibles.

¹ <https://www.tid.gov.hk/english/ita/fta/index.html>

LES 43 PAYS AVEC LESQUELS LA CHINE ENTRETIENT OU NEGOCIE DES TRAITES DE LIBRE ECHANGE					
ASEAN		EAEU		CCG	RCEP
Brunei	Australie	Arménie	Bangladesh	Bahreïn	Israël
Cambodge	Chili	Belarus	Canada	Emirats	Norvège
Indonésie	Corée du S	Kazakhstan	Colombie	Koweït	Sri Lanka
Laos	Costa Rica	Kirghizstan	Fidji	Oman	
Malaisie	Géorgie	Russie	Mongolie	Qatar	
Myanmar	Islande		Népal		
Philippines	Maldives		Papouasie NG		
Singapour	Nle Zélande				
Thaïlande	Pakistan				
Vietnam	Pérou				
	Suisse				
				Pakistan	Traité existant
				Mongolie	Traité en négociation
				Norvège	Traité proposé en cours

Un blocus éventuel peut intervenir préalablement ou durant un conflit ; dans le cas de la Chine, il serait difficile à mettre en œuvre quel qu'en soit le moment. Mais le rôle des traités bilatéraux est généralement autre ; il est de pérenniser une relation dans un cadre préformé même si ces traités ne pourront jamais remplacer l'OMC dans toutes ses fonctions. De plus, un conflit risquerait de laisser face à face des pays profondément divisés et sacrifierait certaines relations au détriment d'autres, des traités bilatéraux avec deux nations en guerre ne pouvant logiquement s'exercer ou perdurer qu'avec l'une d'entre elles. En mettant plusieurs fers au feu, Pékin compte sur la loi des grands nombres et n'a pas d'objectif précis autre qu'une ambition mondialisée généraliste.

Les échanges économiques nécessitent une monnaie acceptée par les parties. Malgré ses efforts, Pékin n'est pas parvenue à renforcer l'usage du yuan renminbi dans le commerce international, où il peine à dépasser 2% des transactions mondiales. Administrée, la monnaie chinoise améliore très lentement sa position de monnaie de réserve dans les pays sous sujétion économique ou lassés du roi-dollar, mais aucun grand partenaire (le dernier en date étant l'Inde) n'a encore accepté l'offre chinoise de règlement des échanges commerciaux en monnaies domestiques. Tournant la difficulté, le gouvernement chinois favorise l'expansion des paiements dématérialisés en laissant ses champions du paiement Alibaba et Tencent couvrir une partie de plus en plus respectable de la planète par leurs réseaux de transmission, préalable à la création puis l'utilisation d'une monnaie électronique nouvelle sécurisée pouvant un jour concurrencer le dollar et l'euro.

L'influence de la Chine suivra ces canaux, car au-delà d'assurer la survie après une guerre, l'ambition réelle est de constituer une zone affidée pouvant contrebalancer celle de l'adversaire. Pour cela, il faudra encore déployer beaucoup d'efforts en matière de création de confiance, d'assimilation culturelle et de coopération sans sous-entendus.

Bilan stratégique : focale ou dispersion ?

Si l'adage de Laozi selon lequel un voyage de mille lis commence par un seul pas reste vrai, Pékin a parcouru à ce jour une bonne partie du chemin, accru sa présence et son influence bien au-delà des limites historiques de l'Empire traditionnel et connu plus de succès que de revers avant que Donald Trump se présente sur sa route en archange de la résistance. Si la guerre technologique prend le relais de la guerre commerciale et si les lendemains réservent d'autres types de conflit, l'heure d'un pré-bilan a sonné dans les différents cercles dessinés autour du centre-est asiatique.

Très proche du géant chinois qu'elle connaît bien, l'Asie du sud-est forme la cible la plus logique pour constituer le bloc allié ou annexe dont Pékin a besoin ; elle rassemble pourtant des pays aux comportements assez variés pour poser un problème de choix. Eminemment prudents, le Vietnam et la Thaïlande savent tirer les marrons du feu sans s'engager, et Singapour a autant à perdre qu'à gagner d'une alliance proche de la sujétion. L'Asie du nord (Corée et Japon), vitale par sa position et sa richesse, ne se laissera pas dicter son comportement tout en sachant ménager les susceptibilités et retarder le conflit ouvert. La situation est a priori beaucoup plus simple en Asie centrale, pour l'instant convaincue des avantages réels que l'interconnexion des réseaux BRI lui apporte ; ce nouveau satellite abrite pourtant quelques individualités imprévisibles (Turkménistan) avec qui il faudra traiter. L'Asie du sud, abreuvée de subsides, peut également réserver des surprises, à commencer par une Inde rétive qui cherche à y jouer un rôle dominant.

Côté Pacifique, la période d'aveuglement confortable pendant laquelle un commerce florissant s'accompagnait d'investissements intéressants vient de se terminer par la prise de conscience de la puissance militaire réelle de Pékin et de ses visées directes en direction du sud-est (Fidji, Tonga, la Papouasie viennent de tomber plus ou moins dans sa zone d'influence). Le réarmement australien et la reprise de ses discussions quadrilatérales du QUAD avec les Etats-Unis, le Japon est l'Inde sont des signes majeurs.

Si elle paraît bien loin sur le plan géographique, l'Afrique reste un terrain de jeu d'influence sur lequel la Chine a des visées politiques autant qu'économiques. Même si le stock existant de soft power penche encore en faveur de l'Occident, les flux récents ont tendance à créer un rattrapage à surveiller et les « tubes » digitaux et technologiques joueront un rôle capital. En revanche, le Moyen-Orient et sa complexité grandissante forme pour Pékin une zone blanche préoccupante dans laquelle la diplomatie chinoise – malgré ses efforts – ne sait pas très bien à quel saint se vouer.

Longtemps démarchée avec quelques succès ponctuels, l'Amérique latine est pour la Chine un objectif idéal de diversion autant qu'une cible directe. En portant ses efforts près du cœur de l'ennemi, on peut le désorienter. On a vu que l'Europe, marché leader mondial d'importance critique, bénéficie de toutes les attentions, dans son arc oriental de la Finlande à la Bulgarie et sur son flanc sud méditerranéen, accès à des voies de pénétration multiples. Enfin, les pôles ne sont pas oubliés mais ramenés à leur rôle de communication et de gisements de ressources sans population.

Sur le plan strictement commercial, Pékin va continuer à jouer son rôle de bon élève du multilatéralisme, côté Pacifique en essayant de cultiver l'APEC et de rejoindre le CPTPP (sans grande chance d'aboutissement au regard du nouvel intérêt de M. Trump pour cet accord) et en Asie du sud-est avec le RCEP, tout en tentant de sauvegarder un OMC défaillant. Pour réaliser ses objectifs politico-économiques dans l'optique d'un conflit long et périlleux, que choisira-t-il – en dehors de la marque déposée BRI – dans son arsenal d'accords internationaux existants ?

La constellation des BRICS, regroupement des grands émergents contre la domination occidentale, reste disparate et se bornera sans doute pour un temps à la publication de communiqués communs en ouverture des sommets de l'ONU. Par leur régularité de métronome, les associations comme le FOCAC, l'OCS et les 16+1 semblent plus efficaces. Le forum africain et les liens financiers qu'il a créés semblent devoir résister à bien des vicissitudes à venir. Après un démarrage délicat, l'Organisation de Coopération de Shanghai, dans son format restreint comme dans sa version élargie et avec ses observateurs, présente un intérêt non-négligeable en axant son action sur la sécurité et sa vertu anti-terroriste ; elle prépare le parapluie militaire chinois pour une zone d'Asie assez étendue et sa réussite serait considérée par Washington (ou plutôt Langley) comme un risque majeur. Pour l'Union Européenne, le danger le plus proche – et le plus combattu récemment – est l'association de la Chine avec les 16 pays d'Europe orientale, argument de poids utilisé par les pays membres les plus tentés par l'exit ou voulant obtenir un statut particulier. Le premier ministre Li Keqiang, cheville ouvrière de la participation de la Chine à cette association, a récemment plaidé pour son rapprochement avec l'Union Eurasiatique, marché commun embryonnaire et partiel des pays de l'ancienne Union soviétique.

Dans un environnement mondial en voie de déstructuration, la Chine poursuit son chemin et pose des balises autour de la planète, espérant – sans doute avec justesse – que plusieurs d'entre elles éclaireront sa route vers un futur incertain. Thucydide a défini son piège – aujourd'hui galvaudé – quelques années seulement après la mort de Sun Zi, mais il n'avait certainement pas lu les préceptes toujours judicieux du vieux sage chinois qui guident ses successeurs.

Le Comité éditorial

SIGLES DES TEMPS CHINOIS

Il est difficile de se retrouver dans la soupe alphabétique des acronymes décrivant les accords multilatéraux politiques, stratégiques ou commerciaux dont la Chine est membre ou associée ou qu'elle aspire à intégrer et à orienter dans le sens de ses intérêts en sus de ses accords bilatéraux. Les principaux sont les suivants :

- Le **RCEP** (Regional Comprehensive Economic Partnership) réunit annuellement les 10 pays de l'ASEAN, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Chine, le Japon, la Corée du sud et l'Inde. Les négociations en vue d'un accord de libre commerce se sont accélérées avec 5 rencontres ministérielles en 2018. La prochaine à Siem Reap en mars 2019 devrait permettre de régler les dernières difficultés concernant les services financiers et la protection intellectuelle en vue d'une signature en 2019. Le RCEP constituerait un bloc représentant 3,5md d'habitants, 30% du PNB et du commerce mondial et 26% des flux d'IDE globaux.
- En parallèle, la Chine a constitué la **Lancang-Mekong Cooperation** (Laos, Myanmar, Thaïlande, Cambodge et Vietnam) à laquelle une ligne de 15md USD a été promise pour des travaux d'infrastructure dans le cadre de la BRI, en concurrence avec la Mekong River Commission excluant la Chine et financée par l'Occident.
- L'**APEC** (Asia Pacific Economic Cooperation) regroupe les pays riverains du Pacifique. Il porte également un projet de traité : le **FTAAP** (Free Trade Area of the Asia Pacific) qui s'est heurté à l'opposition des Etats-Unis lors de son dernier sommet à Port Moresby en novembre 2018.
- Les Etats-Unis se sont également retirés du projet **TPP** (Trans Pacific Partnership) porté par le président Obama. Les 11 autres membres ont poursuivi les négociations et signé en mars 2018 à Santiago une version allégée : le **CPTPP** (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership). La Chine a été invitée à faire acte d'adhésion, ce qui a provoqué début 2019 un revirement du Président Trump qui a manifesté son intérêt à réexaminer le projet...
- Le Trilogue Chine Japon Corée a tenu son 7e sommet à Tokyo en mai 2018 et les ministres des relations extérieures se sont réunis en février. Un accord trilatéral sur les investissements est en vigueur et un ALE en cours de négociation.
- La **SCO** (Shanghai Cooperation Organisation), politique, économique et de sécurité, fondée en 2001 regroupe la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan auxquels se sont joints en 2017 l'Inde et le Pakistan. S'y ajoutent comme observateurs l'Afghanistan, le Belarus, l'Iran, la Mongolie et la Turquie.
- L'**EAEU** (Eurasia Economic Union) est une union économique et douanière regroupant la Russie, le Belarus, l'Arménie, le Kirghizstan et le Kazakhstan. Elle a signé des traités de libre-échange avec la Chine, le Vietnam et l'Iran.
- La **CEE** (Central and Eastern Europe) regroupe les 16 pays d'Europe Centrale et Orientale ainsi que les pays baltes et des Balkans. A l'initiative de la Chine, un groupe dénommé 16+1 a été constitué pour approfondir les relations entre ces pays et la Chine et bénéficier des financements de cette dernière dans le cadre de la BRI.
- Le **Pacific Islands Forum** (PIF), réunissant 18 états ou territoires du Pacifique (dont la Polynésie et la Nouvelle Calédonie), a donné lieu à des échanges houleux avec la Chine lors du dernier sommet en septembre 2018 à Nauru, ce dernier ayant encore des relations diplomatiques avec Taiwan. Lors du sommet de l'APEC à Port Moresby, Xi Jinping a présidé à l'élévation des relations de la Chine avec 8 de ces membres au niveau de Comprehensive strategic partnership. 9 pays ont déjà signé des protocoles de participation à la BRI. 14 de ses membres ont signé le **PICTA** (Pacific Island Countries Trade Agreement)
- La **CELAC** (Community of Latin American and Caribbean Countries) regroupe 33 pays d'Amérique centrale et méridionale depuis 2014. La Chine a formé le China-CELAC Forum qui a adopté en 2014 à Pékin un plan de coopération 2015-2019 visant à faciliter le commerce et les investissements et à approfondir les relations stratégiques
- Le **FOCAC** (Forum on China Africa Cooperation) regroupe 53 pays africains ayant des relations diplomatiques avec la Chine. Le dernier sommet de Pékin en sept. 2018 a adopté un plan d'action 2019-2021 en convergence avec la BRI.
- La **BRI** (Belt & Road Initiative) a donné lieu à la signature de protocoles pour son développement avec 123 pays (hors organisations).

Tribune

Quelle attitude adopter face aux investissements chinois en France ?

Est-il possible de dépassionner un débat pour le ramener à la raison en s'appuyant sur les faits ?

Les chiffres peuvent être têtus face à la paranoïa ambiante : la réalité est que les investissements cumulés chinois en France restent étonnamment faibles : légèrement supérieurs à une dizaine de milliards d'euros, ils ne représentent que 2 à 3% du stock total des investissements étrangers, et seulement la moitié des investissements français dans l'Empire du Milieu. De plus, tout investissement chinois en Europe ne tourne pas forcément au pillage à vil prix. Les allemands ont beau jeu de hurler à la perte de leur leader de la robotique Kuka : ils oublient de mentionner que l'acheteur Midea se mord aujourd'hui les doigts d'avoir payé cette acquisition près de 4 milliards d'euros, soit deux fois la capitalisation boursière actuelle de la société ; sa croissance, très fortement ralentie depuis la prise de contrôle, a d'ailleurs conduit au récent départ de son président. Enfin, ce n'est pas vraiment de la faute des Chinois si nos génies de la Commission Européenne leur offrent des cibles de premier choix sur un plateau, en se plaisant à interdire la consolidation pan-européenne, comme encore récemment dans le cas de Siemens-Alstom.

Y a-t-il alors moyen d'adopter une attitude plus constructive, de manière à bâtir une véritable réciprocité intelligente dans le cadre des investissements chinois chez nous ?

Avant toute chose, et comme toujours avec l'Empire du Milieu, en rétablissant le rapport de force : historiquement, nous avons généralement attendus d'être au bord du gouffre, dans l'automobile, le nucléaire ou les télécommunications, pour céder aux sirènes chinoises qui, pour nous remercier, nous attribuent la notation « AAA » - « Areva, Alcatel, Alstom » - trois sociétés françaises disparues pour ne pas avoir voulu traiter avec un partenaire chinois lorsqu'elles étaient encore en position de force. Aujourd'hui, contrairement à la perception ambiante, la donne pourrait bien changer en notre faveur, si nous savons en saisir l'opportunité : la prochaine décennie verra en effet la Chine obligée de s'attaquer à sa faible productivité en recourant à des technologies occidentales désormais seulement disponibles en Europe. Au moment même où le rééquilibrage de sa balance des paiements, sous l'effet d'un moindre surplus commercial et des sorties de capitaux croissantes des touristes chinois à l'étranger, limitera d'autant la capacité d'investissements à l'étranger de la Chine, ou du moins la faculté de surpayer des actifs tels que le firent HNA, Anbang, Fosun ou Dalian Wanda en 2016.

Ensuite, en cessant de réclamer la simple ouverture du marché chinois en échange de l'autorisation de rachats de sociétés européennes. Cela mène nécessairement à une impasse habilement orchestrée par les dirigeants chinois, telle que fort bien illustrée, par exemple, par la prise de participation du groupe Dongfeng dans PSA, dont les ventes en Chine se sont effondrées par la suite.

Enfin, en proposant la solution, se livrer à une analyse détaillée des chaînes de valeur impliquées et identifier forces et faiblesses des camps français et chinois en présence, de manière à répartir entre eux conception, production et vente de biens et services. De manière à bien identifier la solution au goulot d'étranglement de productivité chinoise qui réclame un savoir-faire français. Comme les Allemands, faisons en sorte de la vendre avec une forte prime, reflétant les perspectives de développement du marché chinois, sous une ère Trump où la technologie américaine n'est plus accessible aux Chinois. Organisons une coopération « euro-chinoise » au prix fort, tant en matière de recherche et développement – aujourd'hui nécessairement multi-localisée – pour mieux répondre aux différents besoins de 700 millions de privilégiés occidentaux d'une part, et de Chinois aux revenus encore fort modestes pour 90 % d'entre eux d'autre part. Tout comme en matière de production, développons naturellement en Chine celle soumise à de larges économies d'échelle, alors que celle à plus forte valeur ajoutée doit pouvoir continuer à bénéficier d'une productivité occidentale, encore bien supérieure.

Force est de constater qu'une fois de plus, nous gagnerions à nous inspirer de nos voisins allemands, passés maîtres dans la manière de traiter avec l'Empire du Milieu : le groupe BASF décide durant l'été 2018, en pleine période d'interrogation sur l'avenir de la Chine, d'engager le plus gros investissement étranger jamais réalisé dans l'Empire du Milieu, à hauteur de 10 milliards d'euros, tandis qu'au même moment la BDI appelle officiellement les PME allemandes à boycotter le pays ! De l'art de souffler le froid et le chaud de manière concomitante... et de maintenir ainsi le rapport de force. A nous de réinstaurer ce même rapport avec nos « amis » chinois, seul moyen d'optimiser leurs futurs investissements en France.

David Baverez, CCE Hong Kong

Point d'actualité

Une nouvelle donne Chine Europe

Les paramètres gouvernant les relations entre la Chine et l'Union européenne viennent d'être remis en cause à deux reprises :

- 1) Le 5 mars 2019, le Parlement européen a conclu par un vote positif le long processus législatif de mise en force des nouvelles règles – principalement dirigées contre la Chine – gouvernant l'investissement étranger dans l'Union pour sauvegarder sa sécurité, l'ordre public et ses intérêts stratégiques.

Aux termes de la nouvelle réglementation, les investissements directs étrangers vont être soumis à un examen plus approfondi et à la limite discriminés au cours des années qui viennent. Un rapport publié le 6 mars montre que les investissements chinois ont décliné de 40% au cours de 2018 pour atteindre leur plus bas niveau depuis 4 ans. Le nouveau cadre européen devrait contribuer à faire baisser l'activité chinoise de fusions-acquisitions mais son impact sur les investissements indirects (réalisés par des filiales chinoises existantes en Europe) et les greenfields (investissements dans de nouvelles sociétés) ne peut pas être évalué avec précision.

Clairement sous-tendu par une demande de réciprocité, ce texte a commencé à générer à Pékin un certain nombre d'actions en retour, culminant dans la nouvelle loi sur les investissements étrangers en Chine que vient de voter la Conférence Consultative du Peuple réunie ce mois, supposée amplifier l'ouverture du pays aux investisseurs étrangers à partir du 1^{er} janvier 2020. La Banque Mondiale a déjà pris acte des réformes effectuées au cours de l'année écoulée pour améliorer le climat des affaires des PME et TPE en attribuant à la Chine la 47^e place dans le domaine alors qu'elle n'était que 78^e en 2017.

- 2) Le même jour ou le Parlement votait une résolution non-contraignante sur la menace chinoise en matière de sécurité dans les domaines technologiques, la Commission Européenne a publié mardi 12 mars 2019 une communication qui pour la première fois applique à la Chine les termes de « compétiteur économique » et de « rival systémique qui promeut des modèles de gouvernance alternatifs ».

La communication demande aux leaders de l'Union d'adopter un plan d'action en dix points établissant une relation économique plus équilibrée pour contrer l'influence de la Chine, son premier partenaire commercial. Elle peut être considérée comme une extension de la précédente déclaration de politique vis-à-vis de la Chine publiée en 2016. Cette dernière concernait le commerce international et elle s'étend à présent à l'infrastructure incluant la 5G, domaine dans lequel l'Europe subit les pressions américaines pour exclure le fournisseur Huawei accusé de servir de cheval de Troie.

Déjà intense, l'activité diplomatique sino-européenne est visiblement impactée par ces ondes de choc, et s'accélère de façon notable. Wang Yi, Ministre chinois des affaires étrangères, est à Bruxelles lundi 18 mars pour assister au 19^e Dialogue stratégique sino-européen de haut niveau, avant le sommet européen des 21 et 22 mars, concomitant aux visites officielles du président Xi Jinping en Italie le 22 mars puis en France.

Dans un souci de pré-cadrage évident, le premier ministre Li Keqiang a déclaré au cours de sa conférence de presse vendredi 15 mars que « le conflit commercial sino-américain est une affaire bilatérale » et que la Chine veillera à « ne prendre aucun avantage ni affecter les intérêts d'une partie tierce », ajoutant « la Chine et l'Europe sont des pôles importants de ce monde multipolaire et la coopération Chine-Europe ne bénéficiera pas seulement au deux parties mais au monde entier ».

Christophe Granier, CCE France

Secteur

Le luxe et la Chine : Jusqu'ici tout va bien ...

Selon le portail Statista, le chiffre d'affaires mondial des biens de luxe s'établit en base annuelle à 323,2md USD et sa croissance moyenne de 2019 à 2022 devrait atteindre 1,9% par an. Le segment le plus important reste la mode avec 94,6md USD, suivie par les accessoires. Si l'essentiel du chiffre d'affaires du secteur reste généré aux Etats-Unis (72md), la valeur du marché est à peu près équivalente en Europe mais les acheteurs chinois représentent par leur consommation mondialisée un moteur essentiel du développement. Après une année 2017 marquée par le redressement des ventes (+20%), le luxe a connu en Chine une période de consolidation (+13% environ en 2018) et les fondamentaux n'ont pas varié : 2/3 des achats de luxe par les consommateurs chinois sont réalisés hors de Chine, principalement lors de leurs voyages.

L'un des signes du dynamisme intérieur chinois est que la demande à l'égard du luxe se maintient. Les fondamentaux sont bons : une démographie encore forte, un pouvoir d'achat en hausse et un appétit soutenu de consommation des Chinois, que ce soit chez eux ou hors de leurs frontières. En 2018, la Chine représentait près de 20% du marché mondial du luxe et l'ensemble des consommateurs chinois dans le monde pesaient 33 % en moyenne du poids total. Un taux qui, pour certaines marques, peut atteindre 50 ou 60%. Dans ce marché, les jeunes, qui représentent en Chine 30% des acheteurs, sont la catégorie la moins sensible aux variations économiques. Bain Capital confirme donc sa prévision selon laquelle les acheteurs chinois représenteront la moitié des dépenses de luxe mondiales en 2025.

Des comportements d'achat nouveaux

En Chine, la consommation intérieure est favorisée par l'essor des ventes digitales qui atteignent aujourd'hui 10 % des ventes mondiales de luxe et devraient peser 25 % du marché d'ici à 2025. En plein essor, les portails de vente en ligne généralistes ont fait une place au secteur de la mode puis du luxe, les principaux acteurs du net ayant spécialisé certains de leurs sites dans le haut de gamme attractif. Sévèrement critiqués à leurs débuts pour vendre des produits contrefaits, les portails Tmall et Taobao ont pris des mesures en relation avec leurs annonceurs, ceux-ci ajoutant sur les sites des certificats de marque efficaces. Depuis 2017, Alibaba a pris les devants dans ce domaine en créant AACA (Alibaba Anti-Counterfeiting Alliance), association de 120 marques partenaires aidant le major de la vente en ligne à lutter contre le vol de propriété intellectuelle.

Pour éviter la pollution de proximité par des produits de masse, l'étape suivante a logiquement été l'établissement de portails spécialisés, tels **Luxury Pavilion** par Alibaba (depuis août 2017, plus de 50 marques) et **Top Life** de poids équivalent, par JD.com, qui a créé en parallèle le service de livraison rapide haut de gamme **JD Luxury Express**. A noter que le 28 février JD.com a cédé pour 50m USD en cash Top Life à son partenaire britannique **Farfetch** qui lui offre en retour l'accès à de multiples marques et avec lequel la fusion est étroite. Tencent a – comme souvent – trouvé une stratégie parallèle, offrant aux marques à travers ses mini-programmes WeChat un écosystème complet et une vraie personnalisation en matière de campagnes ciblées. Parmi les plateformes chinoises consacrées au luxe figure enfin **Secoo**, sans doute la plus focalisée sur le secteur, aux actions internationales pilotées par une directrice italienne et dont les performances sont tout à fait appréciables.



Différents sont les sites dédiés à forte croissance, créés pour vendre uniquement luxe, mode et cosmétique d'origine étrangère, comme **Red** (Redbook ou Xiaohingshu), **VIP International**, **Beyond** (version numérique de l'achat par DaiGou) ou **LOOK**, tous quatre se situant à mi-chemin entre portail de vente et réseau social avec un usage systématique d'influenceurs – parfois généralistes de WeChat – en direction des jeunes générations. Les jeunes pousses dédiées à la clientèle de très jeunes Chinois, plutôt positionnées sur le prêt à porter quotidien, connaissent des taux de croissance enviables : cotée à New York, **Mogu** vient d'annoncer un chiffre en croissance annuelle de plus de 20% en 2018. Plus fondamentale pour les marques est la montée en puissance impressionnante d'applications de vidéo en ligne comme **Douyin** (ByteDance), qui sous le nom de TikTok touche un public de jeunes filles à haut pouvoir d'achat : malgré les risques de détérioration de l'image prestigieuse du luxe par ces sites d'exposition de masse (plus de 500m d'utilisateurs mensuels), Christian Dior, Louis Vuitton et Chanel se sont laissés tenter. Cette abondance de supports aura-t-elle un impact sur l'augmentation des ventes ou se réduira-t-elle logiquement ? L'avenir proche le dira ; l'une des conséquences les plus visibles est l'expansion de trafics en tous genres sur la toile chinoise où les célébrités peuvent acheter à bas prix des centaines de « followers » sur Weibo ou Douyin. L'enquête en cours déclenchée par CCTV sur l'idole Cai Xukun du groupe *Nine Percent* serait anecdotique si cette célébrité n'avait pas déjà été recrutée par L'Oréal et Chanel.

Pour illustrer le potentiel chinois de la mode sur internet, le meilleur exemple dans le prêt à porter est la veste d'hiver fourrée d'**Orolay**, petit fabricant créé dans le Zhejiang en avril 2015, dont les vidéos sont devenues virales sur les réseaux sociaux à un point tel que les Américains ne l'appellent plus que « la veste Amazon ». De tels exemples pourraient à brève échéance apparaître dans le domaine du luxe.

Le click n'a pas tué le brick

Dans le secteur des ventes en boutiques comme dans celles en ligne, la réduction des écarts de prix entre la Chine et l'Europe, engagée depuis 2015, est un facteur non négligeable. Cet écart en voie de réduction – tombé à 25 – 30% en 2018 contre 70% auparavant – est dû aux politiques de prix des Maisons et aux mesures prises par le gouvernement chinois pour favoriser la consommation intérieure : baisse des droits de douane et renforcement des contrôles aux frontières pour limiter les importations des « DaiGou » qui revendent sur des sites chinois des produits achetés à l'étranger. Cette situation a déjà facilité l'apparition de groupes multinationaux spécialisés comme **Hemei**, agent de plusieurs marques (principalement Armani avec 80 magasins) et propriétaire récent du détaillant de luxe connu Chonggao, mais ayant étendu son spectre par l'acquisition de sites de ventes en ligne (Shangpin.com), dont la politique très différente des majors de l'internet parie sur la permanence des ventes en magasin en parallèle de l'invasion du digital. La tendance des jeunes milléniaux à s'endetter toujours plus pour acquérir des objets de luxe a pourtant attiré l'attention des autorités et les discussions tenues au cours de la récente conférence consultative du peuple font même penser à certains observateurs de la politique chinoise qu'un relèvement des taxes sur les produits de luxe est en vue.

Enfin, les Chinois sont toujours plus nombreux à voyager hors de Chine : les visiteurs à l'étranger pourraient passer de 150 millions en 2018 à près de 200 millions en 2020. Les achats de luxe lors de séjours à l'étranger ne concurrencent pas les ventes nationales mais resteront un pivot majeur de développement. Selon un rapport de Ctrip, les préférences des touristes chinois changent de gamme, les « tours » personnalisés ayant augmenté de 173% en 2018. En 2018, l'Europe a représenté 11% des voyages des touristes chinois, juste derrière l'Asie, et ils ont dépensé en moyenne 1763 USD par personne. Une grande partie des touristes chinois passera tôt ou tard par la France, première destination au monde en matière d'offre culturelle : les vins et spiritueux, la gastronomie, la mode, le luxe en sont les bénéficiaires.

Dans un marché hyper concurrentiel aux offres pléthoriques, le comportement présent et à venir des consommateurs chinois évolue de deux manières :

- Ils se replient d'abord sur les marques « cocoon » et des valeurs refuges possédant une longue histoire, des traditions et des savoir-faire éprouvés. Ces marques affichent des croissances très fortes et profitent d'une prime au succès. Comme le disait Bernard Arnault sur la chaîne d'information économique CNBC, comparant son industrie à d'autres secteurs en ascension rapide « *J'ai beaucoup d'admiration pour Apple, ayant un iPhone moi-même. Mais pouvez-vous dire que dans vingt ans, les gens utiliseront encore un iPhone ? Peut-être pas (...) Je peux vous garantir en revanche que dans vingt ans, ils boiront toujours du Dom Pérignon* ».
- Pour leur part, les jeunes clients chinois sont à l'affût de petites marques et labels authentiques, locaux et de niche. Gourmets et connaisseurs, ils apprécient un luxe d'expériences comme la gastronomie et l'œnologie, les voyages, la culture... Ainsi, de jeunes maisons de mode chinoises commencent à émerger sur la scène internationale telle

Icicle, marque de prêt-à-porter positionnée sur les matières naturelles et le respect de l'environnement, ou encore **Li Ning**, marque de mode d'inspiration sportive qui défilait l'année dernière à la New York Fashion Week, laquelle annonce 22 marques chinoises inscrites au calendrier des défilés de sa prochaine édition en 2019.

Luxe importé ou luxe à la chinoise ?

Un autre vecteur de développement, déjà perceptible depuis plusieurs années, est constitué par l'acquisition de marques occidentales par des conglomérats financiers chinois capables de les coraquer sur les marchés chinois, asiatiques et mondiaux. Certains de ces groupes restent spécialisés. La France est souvent la cible de ces raids et les dernières années ont connu des acquisitions spectaculaires (Baccarat par Fortune Fountain Capital en juin 2017, Karl Lagerfeld Greater China et Shanghai par Septwolves en août 2017). Le temps des acquisitions sauvages semble pourtant révolu, illustré par les revers de groupes immobiliers et miniers investissant dans le luxe : après avoir acheté 85% du bijoutier milanais Buccelatti en août 2017, Gansu Gangtai a décidé de le revendre à Richemont en octobre 2018.

Bien plus significative est la constitution de groupes intégrés spécialisés. **Shandong Ruyi**, acquéreur de plusieurs marques européennes – dont Sandro Maje Claudie Pierlot en France et le Suisse Bally – et positionné sur un créneau mode de prêt à porter avec quelques éléments de luxe, procède par étapes en stabilisant ses comptes bien entamés par les emprunts liés aux acquisitions et se faisant coter en bourse de Singapour avant de se tourner vers d'autres proies. Fait assez rare pour être signalé, le gouvernement chinois a récemment retardé son accord sur l'acquisition par Ruyi du fabricant israélien de vêtements pour marques Bagir. Plus opportunistes et diversifiés, des groupes polyvalents comme **Fosun** (cf. présentation du groupe mondialisé ci-après) organisent des filières entières consacrées à la mode et au luxe au sein de leur organisation, cette filialisation se prêtant plus aisément à des cessions intermédiaires toujours possibles.

Enfin, l'avenir appartient peut-être également aux marques chinoises en devenir, qui sont parfois membres de groupes de luxe internationaux. A l'inverse de Shanghai Tang, assez brutalement revendu pour manque de performance par Richemont, le bijoutier de luxe **Qeelin** – au sein de Kering depuis 2012 – est un exemple symptomatique, bâtissant patiemment sa marque autour de symboles millénaires de la Chine ancienne et bénéficiant d'égéries connues pouvant un jour porter ses ventes vers un international devenu friand de symboles chinois. La gourde (wulu), image de protection, de sécurité et d'éternité portée par des actrices comme Maggie Cheung et la jeune Nazha, est en passe de faire le tour du monde ; la marque est déjà présente dans 19 pays.



Il est important de ne pas confondre la consommation de luxe et la consommation des marques de luxe existantes. Le luxe est appelé à changer dans sa définition sous l'impulsion de clients chinois jeunes et mondialisés assurant la quasi-totalité de la croissance de l'industrie et influençant les modes de consommation de leurs pairs dans le monde entier. Ils recherchent un luxe plus accessible et simple à vivre, à acheter, à consommer. En témoigne le succès des *sneakers* à 1 000 euros qui s'arrachent chez les grandes Maisons. Ils sont sensibles au bien-être et à la santé, à l'éducation, aux engagements éthique et responsable des marques envers la nature.

Mais au-delà des enjeux de performance financière, les marques de luxe font face à un nouveau défi : avec sa croissance, la Chine a une conscience nouvelle de sa propre puissance, avec pour corollaire une plus forte sensibilité à sa culture et à l'usage qui en est fait. L'un des meilleurs exemples est l'effet désastreux de la campagne de publicité du couturier Dolce & Gabbana en Chine visant à promouvoir son défilé à Shanghai en 2018. La marque italienne avait déclenché la polémique en Chine avec la publication sur Instagram de courtes vidéos montrant une femme aux traits asiatiques qui tentait maladroitement de manger une pizza ou des spaghettis avec des baguettes sous la direction d'une voix masculine aux commentaires ironiques sur ces "*petits bâtons servant de couverts*". Plus récemment, Zara a été accusé par la blogosphère chinoise d'« enlaidir » la Chine en présentant son nouveau rouge à lèvres sur l'actrice Li Jingwen non maquillée et aux taches de rousseur apparentes.

Autre preuve, les réactions virales immédiates de la blogosphère chinoise suite à un incident intervenu au grand magasin Le Printemps à Paris où un client chinois se serait fait jeter à terre après avoir protesté contre d'autres clients dans une file d'attente pour l'achat de baskets Balenciaga. Une vidéo de l'incident diffusée sur Internet a suscité un déluge de commentaires sur WeChat, dénonçant le racisme de la marque tel ce « #Boycott de Balenciaga qui discrimine les Chinois » d'un internaute chinois.

Ces dérapages ne passent aujourd'hui plus et témoignent d'une distance parfois trop grande entre les états-majors de certaines marques occidentales et le marché chinois. A cet égard, il est absolument essentiel de faire évoluer la gouvernance de nos Maisons afin d'accueillir davantage de talents chinois au sein des équipes dirigeantes : patrons du marché Chine, designers et merchandisers chinois etc...

Ceci est fondamental pour s'inscrire à long terme sur ce marché et y réussir dans la durée, tout autant que pour nouer des liens avec les élites locales d'aujourd'hui qui seront demain des investisseurs et des partenaires potentiels. C'est ce que Fosun réalise à sa manière : en rachetant des marques françaises et européennes, le groupe internationalise ses équipes dirigeantes et constitue un vivier de dirigeants capables de créer une véritable dynamique de création et de développement de marques de luxe. Rendez-vous dans vingt ans...

Emmanuelle Sidem et Christophe Granier, CCE France

Les groupes chinois mondialisés

FOSUN, le développement d'un écosystème
« du bonheur » autour de la famille

FOSUN 复星

Créé en 1992 sous le nom de Guangxin Technology Development par quatre étudiants de l'Université de Fudan à Shanghai avec un capital de 38.000 RMB, Fosun a d'abord fourni des services d'étude de marché et de conseil en investissement. Le nom chinois de la société se prononce «Fu-Xing» ce qui signifie «étoile de Fudan», faisant référence à la réussite des quatre diplômés fondateurs.

Progressivement, Fosun s'est développé dans des secteurs allant de l'immobilier au pharmaceutique et aux loisirs. Actuellement détenteur de plus d'une centaine d'entreprises, Fosun se positionne comme l'un des plus grands groupes chinois (89/500 selon le classement « Fortune China 2018 ») et un acteur incontournable de la scène internationale. Il représentait à la mi-2018 564md CNY de chiffre d'affaires.

Une diversification des investissements pour couvrir les trois « écosystèmes » du bonheur familial

Ancré à Shanghai, le groupe affiche sa volonté d'apporter aux familles du monde entier des produits et services de haute qualité pour répondre à leurs besoins en matière de santé, bien-être et richesse. Il diversifie ses investissements dès ses premières années, en commençant par les domaines de l'immobilier et de la santé. La filiale Shanghai Fosun Pharmaceutical est créée dès 1994. Par ailleurs, dans le domaine immobilier, Fosun est devenu en quelques années un investisseur privé important dans de nombreuses entreprises publiques chinoises soumises à des plans de restructuration. Ces dernières années, le groupe a accéléré ses investissements dans des entreprises chinoises et internationales et a structuré ses activités autour des trois « écosystèmes suivants :

- **« santé »** : le développement, la fabrication et la vente de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux, avec Fosun Pharma, Sinopharm, Fosun United Health Insurance, Luz Saude (chaîne hospitalière portugaise), ou Gland Pharma (société pharmaceutique indienne).
- **« bonheur »** : les loisirs, la mode et la cosmétique, avec ClubMed, Atlantis Sanya, Yuyuan, Thomas Cook, Ahava (marque israélienne de cosmétiques) ou Lanvin.
- **« patrimoine »** : l'immobilier la finance et l'assurance, avec Fidelidade (assureur portugais), Banco Comercial Portugues, Hauck & Aufhäuser (banque privée allemande), Peak Reinsurance ou Mybank.

Une montée en gamme afin de répondre aux nouvelles exigences des consommateurs chinois

En se positionnant sur le haut de gamme, Fosun cherche avant tout à répondre aux attentes d'une classe moyenne chinoise en forte croissance et en demande de services, loisirs, produits qui soient à la fois qualitatifs et exceptionnels.

Les entreprises chinoises étant encore peu développées à l'international dans le luxe. Fosun a choisi d'investir principalement dans des sociétés et marques étrangères afin d'acquérir de l'expérience et un savoir-faire mobilisable pour ses propres futures marques. Cette stratégie s'incarne notamment dans les domaines des loisirs et de la mode.

Dès 2009 est créé Fosun Tourism Group, également appelé Foliday, qui regroupe ses acquisitions dans le domaine du tourisme, constituant une plateforme de loisirs pour la clientèle chinoise en Chine, à l'étranger ou sur internet.

Outre les loisirs, le conglomérat chinois parie aussi sur la mode avec la création en 2015 de Fosun Fashion Group, chargé de gérer ses actifs dans le secteur de la mode mais aussi d'investir dans de nouvelles marques phares au niveau mondial. Dans cette logique, Fosun ne cesse de multiplier les prises de participations et acquisitions dans des marques haut-de-gamme voire de luxe : avec la marque italienne Caruso, puis avec Tom Tailor, St John, le grec Folli Folli, Kutesmart, IRO, Wolford et dernièrement la marque de luxe française Lanvin. Le groupe vient de lancer Fosun Fashion Brand Management Cy, qui vise notamment à accompagner les marques sur le marché chinois pour créer de la valeur hors de leur marché d'origine.

A travers ses acquisitions internationales, le groupe entend préserver l'identité et les valeurs des entreprises acquises tout en renouvelant leur potentiel de développement, notamment sur le marché chinois.

L'innovation au service de la stratégie de développement

Que ce soit dans les secteurs de la finance, de la santé mais aussi de la mode ou des loisirs, le groupe a décidé de miser sur l'innovation, répondant à la stratégie nationale de montée en gamme du pays. Il a ainsi annoncé en mars 2018 son souhait d'investir au moins 20md CNY dans le secteur technologique au cours des trois prochaines années. Fosun mise également sur des licornes industrielles en les incubant et en les soutenant par l'investissement.

Du fait de la grande diversification de ses investissements, Fosun a fait l'objet, à l'instar des principaux autres conglomérats chinois, d'une enquête des autorités chinoises en 2015. Ces dernières ont vérifié la soutenabilité du développement du groupe dans un contexte d'endettement de l'économie chinoise. Le groupe en est sorti conforté dans sa stratégie de développement qui consiste à devenir un groupe mondial ancré dans ses racines chinoises et proposant des services et produits de haute qualité et à la pointe de l'innovation.



A la tête de FOSUN, **Guo Guangchang** est à 51 ans le principal actionnaire du groupe. D'origine modeste, il entre à la prestigieuse université de Fudan, où il étudie la philosophie puis la gestion économique jusqu'en 1999. Il y rencontre les trois camarades avec lesquels il crée en 1992, à 25 ans, l'entreprise qui deviendra par la suite Fosun Intl. Connu pour son goût pour le taïchi et les sagesses traditionnelles, bouddhiste, taoïste ou confucianiste, Guo Guangchang, classé aujourd'hui 16e fortune de Chine selon le magazine Forbes, est une des figures de proue de l'économie chinoise à l'étranger. Il a été élu « chef d'entreprise le plus influent de Chine » en 2015 et a reçu en 2017 le Prix d'excellence « Lifetime Achievement » des « Asia Business Leaders Awards » décerné par la chaîne de télévision CNBC.

Eléonore William, Comité France Chine

Bilan infographique

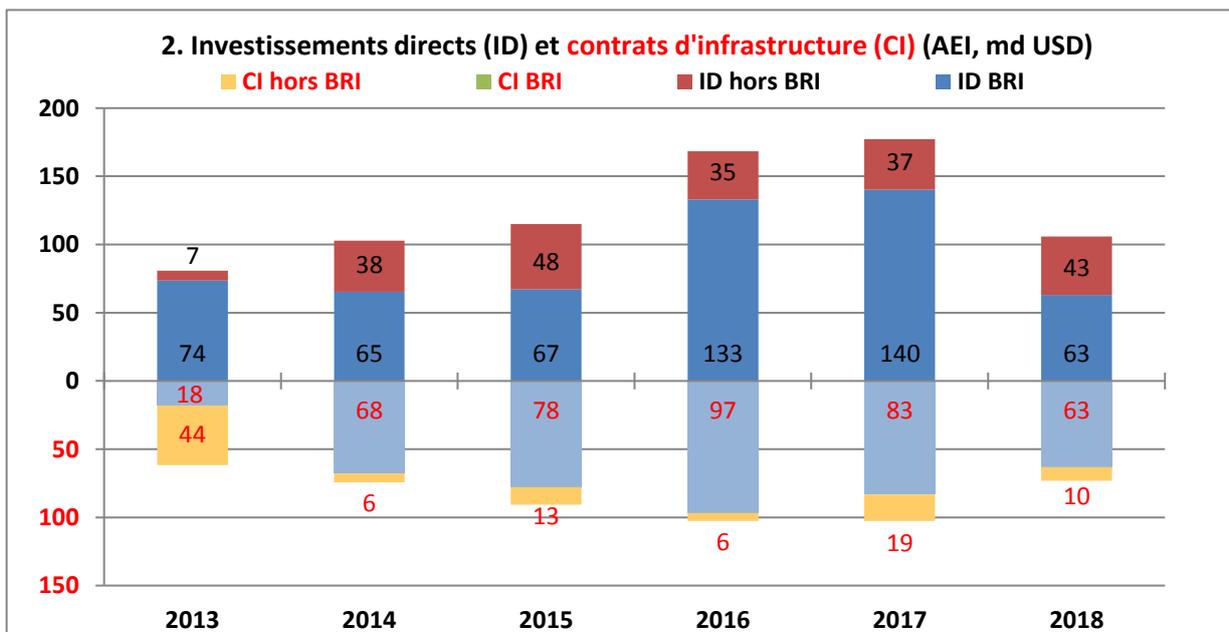
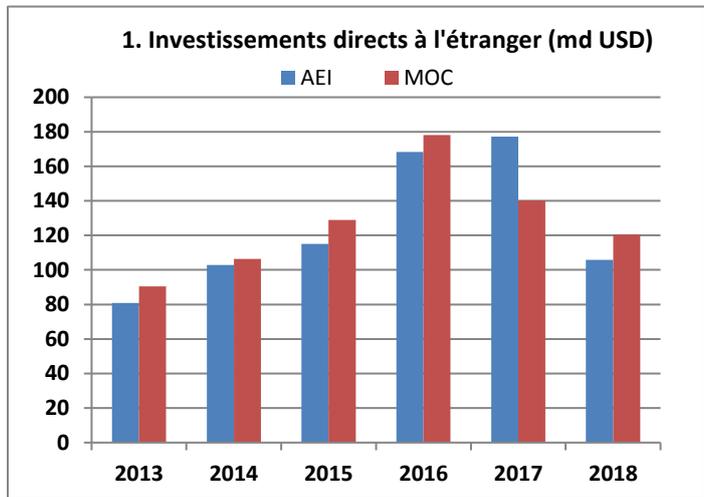
Les investissements directs et les contrats chinois à l'étranger chutent en 2018

Pour la première fois depuis plus de quinze ans, l'année 2018 a vu une baisse des investissements directs et des contrats d'infrastructure conclus à l'étranger par des entreprises chinoises. Bien qu'ils divergent nettement, les chiffres du Ministère du Commerce chinois (MOC) et de l'American Enterprise Institute (AEI, émanation du cercle de réflexion américain Heritage) se rejoignent sur la tendance. Depuis 2015, la divergence constatée entre les deux sources provient, pour sa plus grande part :

- d'une comptabilisation différente de l'investissement erratique le plus important dans l'histoire récente : l'acquisition du suisse Syngenta par ChinaChem ;
- de l'inclusion par le ministère chinois – jusqu'en 2017 – d'un réinvestissement forfaitaire estimé, supposant que les profits des investisseurs chinois étaient reportés systématiquement à nouveau au capital de leurs participations ;
- de l'absence dans les statistiques de l'AEI des opérations de montant unitaire inférieur à 100m USD.

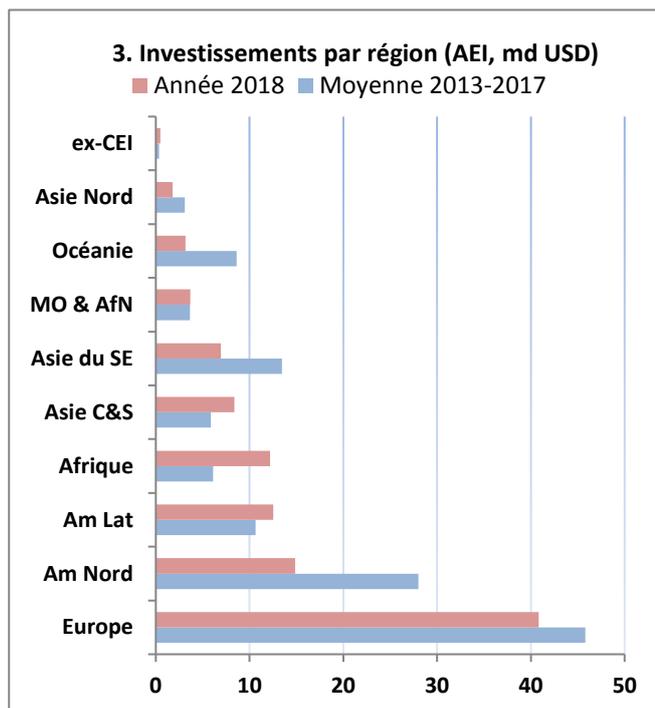
Les statistiques annuelles d'investissements selon les deux sources sont comparées dans le graphe 1 ci-contre. Elles font apparaître pour le MOC un excédent cumulé inférieur à 2% du total sur six ans, ce qui est négligeable.

Les résultats de 2018 rapportés par l'AEI montrent une forte baisse des deux catégories principales qu'il suit depuis plusieurs années. Par rapport à 2017, les investissements directs (IDE) ont baissé de 40%.



Le graphe 2 ci-dessus présente : (1) au-dessus de la ligne 0, les investissements directs chinois à l'étranger (prises de participation ou augmentation de celle-ci dans des sociétés existantes et créations ex-nihilo de « greenfields ») ; (2) en couleur rouge et en-dessous de cette même ligne, les contrats de construction d'infrastructures conclus par des sociétés chinoises. Ces deux éléments diffèrent fondamentalement par leur nature. Les contrats d'infrastructure sont souvent financés par des prêts d'institutions chinoises et les investissements en capital sont parfois des allers-retours spéculatifs (cf. Aéroport de Toulouse). Dans ces deux éléments vecteurs d'influence chinoise, un contrat de construction de 20 ans est plus stable qu'une participation minoritaire d'observation.

En 2018, les 125 pays de l'initiative Belt & Road sélectionnés par l'AEI (indiqués en bleu dans le graphique n° 2 ci-contre) ont représenté en 70% des interventions chinoises dans le monde, contre 80% en 2017 ; les investissements directs dans ces pays ont baissé de 80% et marquent – avec un total de 63md USD – un étiage inégalé depuis la déclaration de lancement de l'initiative en octobre 2013.



Si l'on compare l'année 2018 à la moyenne des cinq années précédentes (Graphe n° 3), il apparaît que les mesures prises par certains pays pour réduire les investissements chinois ont été particulièrement suivies d'effet en Amérique du Nord (Etats-Unis), en Océanie (Australie) et en Asie du sud-est, bien plus qu'en Europe qui commence à lever ses propres barrières. A l'inverse, l'année 2018 a vu la croissance des investissements chinois en Afrique, en Asie du Centre et du Sud et, dans une moindre mesure, en Amérique latine. L'Europe reste la destination préférée des capitaux chinois, le plus gros investissement de l'année ayant été en février 2018 la prise de 10% du capital de Mercedes Benz par Geely pour 9,03md USD.

Parmi ces investissements directs, la part des « greenfields » (créations de sociétés ex nihilo) a logiquement augmenté : elle représentait 20% du total de 2013 à 2017 inclus; elle en représente 29% en 2018. Avec l'impact des restrictions aux prises de contrôle mises en place par certains pays, la Chine apparaît statistiquement plus créatrice et un peu moins prédatrice.

Des contrats d'infrastructure en déclin ?

73md USD de contrats d'infrastructure ont été recensés par l'AEI en 2018 contre 103md en 2017 (-28%). Dans ce domaine d'une importance critique pour certains pays, le recul est sensible et – qui sait ? – annonciateur de temps difficiles, les priorités économiques de la Chine devant pour un temps se concentrer sur le périmètre national. La remise en cause de certains projets signés a joué un rôle (44md USD au lieu de 39md en 2017) mais ce dernier chiffre agrège les deux catégories d'investissements et de contrats. Le pipe-line semble donc s'être tari à la source, avant même la décision de conclure le contrat. Dans le périmètre de la BRI, la baisse est légèrement inférieure (-24% de 63md USD à 43md) mais la tendance est la même et demandera à être observée de près dans le futur proche. Beaucoup le regretteront, mais le principal contrat de l'année en montant a été une centrale thermique au charbon en Egypte attribuée à Dongfang Electric et Shanghai Electric pour 4,4md USD.

Christophe Granier, CCE France

BRI-Digest



LA BRI ET L'ITALIE

L'ombre de Marco Polo

L'avatar sicilien de Marco Polo qui vient perturber un peu plus la scène européenne se nomme Michele Geraci. Après avoir enseigné la finance pendant dix ans à Shanghai, il s'est fait le chantre de la « solution chinoise » aux problèmes de la dette, de l'économie et de l'immigration auprès de Matteo Salvini qui l'a nommé sous-secrétaire d'état à l'industrie et au développement économique et auprès des dirigeants du mouvement « Cinq Etoiles » qui l'ont chargé de constituer une « Chinese Task Force » qu'il codirige avec Luigi di Maio.

Outre le plaisir d'un nouveau pied de nez à l'Europe, les dirigeants italiens voient au fond des poches profondes de Xi Jinping dont la visite officielle est prévue le 22 Mars une source bienvenue de diversification du financement de la dette italienne au moment où la BCE ralentit son programme d'assouplissement quantitatif et où les exigences budgétaires de Bruxelles entravent la mise en place de la flat-tax et du revenu universel promis aux électeurs.

Geraci a pris le contrepied des mesures européennes en préparation en vue d'un mécanisme de filtrage des investissements étrangers, appelant de ses vœux tout investissement chinois (plutôt une compagnie chinoise que Lufthansa pour le sauvetage d'Alitalia !). Il a également réussi à provoquer l'ire de la Maison Blanche en déclarant soutenir le plan chinois Made in China 2025

Dès septembre 2018, un protocole a été signé en vue de la coopération sino italienne en pays tiers, visant en particulier l'Afrique et le tarissement de l'immigration par le biais du développement conjoint des pays sources. Des accords ont été conclus pour les infrastructures gazières et la construction navale, impliquant SNAM, Fincantieri et la Banque d'Italie.

L'annonce de la possible signature – lors de la visite de Xi Jinping - d'un accord cadre en vue de prendre part à la BRI (L'Italie serait le premier pays du G7 à en signer un) a provoqué de vives réactions européennes et américaines. Geraci s'est donc empressé d'annoncer qu'il s'agissait d'une boîte vide sans engagements, fonds ou obligations. Il semble cependant que la boîte pourrait prochainement se remplir et que des projets stratégiques soient en discussion parmi lesquels :

- Le grand complexe portuaire stratégique Nord Adriatique dit VOOPS (Venice Offshore Onshore Port System) permettant à l'Italie d'offrir à la Chine un hub maritime méditerranéen pour les mégaships (18000+TEU) vers l'Autriche, l'Allemagne, la Suisse, la Slovénie et la Hongrie et de concurrencer avec des transits plus courts les grands ports de l'Europe du Nord. Venise a déjà signé des protocoles avec Tianjin et Ningbo et COSCO a également pris 40% du terminal de Vado sur la côte ligure près de Gênes
- L'achat d'obligations d'état italiennes et d'actions de sociétés étatiques et privées dans les secteurs qui intéressent la Chine tels l'énergie (State Grid-Terna, ENI) ou l'aviation (Alitalia)
- La participation chinoise aux projets d'infrastructure (ports, aéroports, chemins de fer, ponts)
- Le développement des paiements électroniques, du tourisme et de l'accueil d'étudiants chinois.
- Enfin le très stratégique équipement du réseau 5G par Huawei qui soulève cependant des oppositions internes en Italie même.

La Chine est actuellement le principal partenaire commercial de l'Italie en Asie avec un commerce bilatéral de 49.6md USD en 2017 (+15%). Les investissements chinois en Italie ont totalisé au cours des 10 dernières années 25md USD dont 8md pour le seul achat de Pirelli par ChinaChem, bien loin des 75md USD au Royaume Uni. Ceci laisse un vaste champ aux ambitions des émules eurosceptiques de Marco Polo.

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong

ACTUALITÉ DE LA BRI (dernier bimestre)

- Arguant de ressources énergétiques suffisantes, Le Pakistan demande officiellement à la Chine d'annuler le projet de la centrale thermique au fuel importé de Rahim Yar Khan inclus dans le CPEC de la BRI (Hindustan T, 14/1)
- Selon Euler Hermes, l'initiative BRI (80 pays) va créer en 2019 56m USD d'exportations et 61md d'importations supplémentaires en Chine, participant à la croissance du PNB pour 1 point de base (SCMP, 23/1)
- Selon le Ministère du Commerce, le commerce international entre la Chine et les pays de la BRI a totalisé 1300md USD en 2018, soit 16,3% de plus qu'en 2017 (Xinhua, 24/1)
- La Chine et Singapour vont établir dans l'état-cité du sud-est asiatique un tribunal d'arbitrage composé de spécialistes recrutés dans les deux pays ainsi que d'autres membres de l'initiative (CAIXIN, 25/1)
- Les ambassadeurs en Chine du Pakistan, des Maldives, du Sri Lanka, de Malte et de Bosnie reçoivent le titre de « Super Ambassadeurs de la Route de la Soie » (GT, 27/1)
- En préparation de la visite officielle de Xi Jinping en mars, deux ministres italiens demandent aux entrepreneurs de Trieste de travailler à faire de leur ville le terminal le plus important d'Europe pour la nouvelle route de la soie et de collaborer aux projets tripartites d'investissements en Afrique (EIRNS, 5/2)
- Détenu par COSCO, le port du Pirée signe un protocole de coopération avec AdSP MAS, autorité des ports italiens d'Adriatique Venise et Chioggia (PortSEurope, 12/2)
- Bakran Marcich, DGA de la Commission européenne pour la mobilité et le transport, annonce que l'Europe travaille avec la Chine sur la mise en place de plateformes et de corridors (Macauhub, 25/2)
- Après la Guyana, le Surinam et Trinité-Tobago, la Barbade est le 4^e pays du CARICOM à signer un protocole de coopération dans le cadre de la BRI (B&RPortal, 26/2)
- Douglas Flint, envoyé spécial du Royaume Uni auprès de la BRI annonce la création de deux organismes sino-britanniques : un comité expert de la BRI et une bourse de financement des infrastructures (Xinhua, 11/3)
- Au cours du prochain G20 qu'il accueillera, le Japon proposera des « principes de qualité d'investissement en infrastructure » objectivement destinés aux contrats conclus dans le cadre de la BRI (Nikkei, 18/3)

LECTURES CONSEILLÉES

- **Reducing Environmental Risks from Belt and Road Initiative Investments in Transportation Infrastructure**, Banque Mondiale Policy Research Working Paper 8718 : <http://documents.worldbank.org/curated/en/700631548446492003/pdf/WPS8718.pdf>
- **China's Digital Silk Road - TRANSCRIPT Center for Strategic and International Studies - Simon Chair in Political Economy** (événement du 05/02/19) : https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/event/190211_Chinas_Digital_Silk_Road.pdf
- **Pacific Islands Forum Secretariat Keynote address by Dame Meg Taylor, Secretary General "The China Alternative: Changing Regional Order in the Pacific Islands"** (discours du 08/02/19) : <https://www.forumsec.org/keynote-address-by-dame-meg-taylor-secretary-general-the-china-alternative-changing-regional-order-in-the-pacific-islands/>

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- La Chine a enregistré en 2018 15.23m de naissances (2m de moins qu'en 2017), ce qui lui fait afficher le taux de natalité le plus bas depuis 60 ans (CER, 21/1)
- Selon l'institut américain IEEFA, la Chine a prêté 36md USD pour la construction de centrales thermiques au charbon en dehors de son territoire au cours de 2018 (CER, 22/1)
- Avec une prévision de croissance de 7,5%, le marché de détail chinois devrait atteindre 5 600md USD en 2019, et dépasser les Etats-Unis (5 500md) comme premier marché de la planète (USA Today, 23/1)
- En 2018, la Chine a maintenu sa première place au monde dans la construction navale, recevant 43,9% des commandes et construisant 43,2% du total mondial contre 41,9% en 2017 (Xinhua, 26/1)
- Les énergies renouvelables (hydro, biomasse, solaire et éolien) représentent fin 2018 38,3% de la capacité installée en Chine, en hausse de 12% sur l'année et de 1,3% de part relative (Reuters, 28/1)
- Selon le CASS, la population de la Chine en âge de travailler (897,2m fin 2018) a baissé de 0.5% sur un an et de 2,8% sur 7 ans. Selon l'ONU, elle pourrait perdre 200m de personnes d'ici 2050 (Caixin, 29/1)
- A fin 2018, la Chine compte 186 « licornes », jeunes pousses dont la valeur en bourse dépasse 1md USD. 31 de celles existant à fin 2017 ont disparu quand 97 nouvelles sont apparues au cours de l'année (Caixin, 30/1)
- Le nombre de touristes chinois à l'étranger (149,7m) a augmenté de 14,7% en 2018 (CD, 14/2)
- Avec 18% de hausse des surfaces plantées et de reforestation entre 2000 et 2017, la Chine représente le quart de cette augmentation dans le monde (WEF, 18/2)
- Selon une enquête, les investissements immobiliers chinois à l'étranger ont baissé de 63% en 2018 (SCMP, 24/2)
- Selon Hurun, le nombre de milliardaires chinois est passé en un an de 819 à 658 unités avec 213 sorties et 59 entrées, chute due à l'effondrement boursier et à la dépréciation du CNY (Les Echos, 27/2)
- Bilan de l'utilisation des téléphones portables en 2018 : 829m de Chinois ont navigué sur internet (+7,3%), 583m ont utilisé des paiements par téléphone (+10,6%) et 484m ont joué en ligne (+9,7%) (Xinhua, 3/3)
- Selon Deloitte, durant 2018, les projets d'infrastructure en Afrique ont été financés d'abord par les gouvernements (24,5%) puis par la Chine (18,9%) (Ecofin, 14/3)

Politique extérieure, décisions relatives à la mondialisation

- La SASAC sélectionne 10 sociétés d'Etat appelées à devenir des leaders mondiaux : China Aerospace, Petrochina, State Grid, China 3 Gorges, China Energy Investment, China National Aviation Holding, China Mobile, China State Engineering, CRRC et China General Nuclear (Xinhua, 25/1)
- La Chine s'oppose au rapport du représentant américain au commerce l'accusant de ne pas suivre les règles de l'OMC, arguant que les remarques du rapport sont plutôt basées sur la loi américaine (Reuters, 5/2)
- La Chine va lever pour cinq ans des droits de douane de 17,8 à 32,4% sur les importations de poulets en provenance du Brésil ne respectant pas les prix minima anti-dumping (Xinhua, 15/2)
- Les deux fonds chinois d'investissement par recyclage des devises de la SAFE pour l'Afrique (CAFIC) et l'Amérique Latine (China-LAC) vont être regroupés sous la même direction dans un but d'efficacité (Caixin, 19/2)
- Dans une décision vue comme une représaille dans l'affaire Huawei, les cinq ports sous l'autorité portuaire de Dalian interdisent l'importation en Chine de charbon australien (Nikkei, 22/2)
- Dans son 1^{er} plan quinquennal, la nouvelle cour financière chinoise établie en septembre 2018 déclare vouloir renforcer ses jugements en matière de disputes financières internationales (Caixin, 22/2)
- Dans une déclaration, le Ministre chinois des Affaires Extérieures appelle l'Organisation de Sécurité de Shanghai à promouvoir la mise en place d'une convention internationale contre l'extrémisme (CD, 22/2)
- Les BRICS étudient la mise en place de BRICS Pay, paiement en ligne permettant dans les cinq pays des règlements en reliant les systèmes nationaux en permettant l'usage des monnaies nationales (Ecofin, 8/3)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- L'ALP a testé avec succès le nouveau missile intercontinental mobile « Vent d'Est » 41, capable désormais en seconde frappe (après agression) d'atteindre des cibles éloignées de 12 000 à 15 000 km (SCMP, 14/1)
- Le cargo chinois Rongda Changsha complète le premier voyage d'un navire chinois guidé par le système de navigation BeiDou-3 en arrivant au terminal de Brunei (People's Daily, 21/2)
- L'Académie chinoise des Sciences présente un nouveau type de train à grande vitesse à deux étages pouvant – après tests et essais – atteindre la vitesse de 350km/h (CD, 19/2)
- Baidu commercialise un moteur nommé BBE basé sur la blockchain pour le déploiement commercial d'applications décentralisées sur le cloud (Medium, 20/2)
- Un fonds d'état contrôlé par State Development & Investment Corp et le fonds privé Sinovation vont financer l'innovation du fabricant de semi-conducteurs d'intelligence artificielle Nationalchip (SCMP, 25/2)
- Depuis le 14 janvier, les fonds en transferts entre les sociétés de paiement électronique et leurs fournisseurs ont été transférés des banques commerciales vers une caisse de compensation nationale centralisée (Caixin, 26/2)
- Le gouvernement chinois commissionne un cabinet international pour étudier la suppression de la taxation sur les plus-values financières pour attirer en Chine les fonds d'investissements étrangers (Bloomberg, 27/2)
- Un district de la province de Chongqing finance le test de ballons stratosphériques, première étape d'une centrale d'énergie orbitale transformant les rayons solaires en micro-ondes utilisables sur terre (CD, 27/2)

- Au cours de 2019, les universités chinoises vont ouvrir 400 majors dédiés aux métadonnées, à l'intelligence artificielle et à la robotique (GT, 27/2)
- Selon le président de CRRC Zhuzhou, les premiers maglev capables de rouler à 200kmh seront mis sur le marché à partir de mars 2020 (CD, 5/3)
- Un nouveau lanceur spatial chinois muni d'un moteur de 200t de poussée pouvant mettre en orbite une charge de 1,5t est testé avec succès par le laboratoire spécialisé de Xi'an (CD, 7/3)
- Une station du métro de Shenzhen teste un système de paiement par reconnaissance faciale (The Verge, 13/3)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- Le développeur immobilier Evergrande achète la majorité du fabricant de batteries électriques CENAT (SCMP, 24/1)
- DiDi Chuxing, l'Uber Chinois, et le constructeur BAIC créent un partenariat pour développer des flottes de véhicules à énergie nouvelle et intelligence artificielle embarquée (FT, 29/1)
- Avec désormais 11,7% de participation, Alibaba monte au capital de la banque d'investissement chinoise China International Capital Corp (CICC) dont Tencent détient également 5% depuis 2017 (Shine, 19/2)
- L'application d'édition photographique Meitu acquiert 31% de Dreamscape Horizon, filiale du distributeur de jeux Leyou et propriétaire du fabricant américain de PC et terminaux Digital Extremes (Technode, 20/2)
- Déjà leader des ventes (58%) et du parc (35%) des téléphones portables sur le continent au 3^e trimestre 2018, la société de Shenzhen Transsion va lancer en Afrique une télévision par internet nommée Inlfinix (GT, 21/2)
- Les sociétés d'état China Shipbuilding Industry (construction navale) et State Power Investment (énergie) signent un accord de coopération stratégique en matière d'industrie énergétique, d'intégration civil-militaire, de financement industriel et de coopération internationale (Xinhua, 11/3)
- En acquérant 15% de STO Express pour 4,7md CNY, Alibaba complète son emprise sur le secteur de la livraison à domicile (le groupe possède 10% de ZTO, 11% de YTO et 28% de Best Logistics) (FT, 12/3)

Accords, contrats et marchés significatifs

- China Harbour Engineering (CHEC) signe un contrat de 445m USD pour l'agrandissement du port de Skikda en Algérie (Xinhua, 22/1)
- L'Éthiopie attribue à China HEAD Aerospace Technology la construction d'une station terrestre de traitement de données, d'imagerie par satellite et des services de formation connexes (Ecofin, 28/1)
- Sinoma et sa filiale Hengya Cement obtiennent du gouvernement tanzanien l'accord pour construire une cimenterie et une centrale thermique de 1,2Mgw dans le port de Tanga pour une valeur de 1md USD (Caixin, 29/1)
- La société canadienne Thor Explorations choisit le contracteur chinois Norinco International pour l'aménagement/construction en EPC de la mine d'or de Segilola au Nigéria (Ecofin, 5/2)
- Le constructeur automobile chinois BYD signe avec l'état brésilien de Bahia un contrat de 689m USD pour la construction à Salvador du premier métro aérien au monde traversant un bras de mer sur 20 km (Chinaplus, 16/2)
- Gezhouba (CGGC) signe avec le gouvernement éthiopien un contrat de 40m USD pour la phase de préparation du mégaprojet du grand barrage Renaissance (Xinhua, 20/2)
- Après les commentaires apaisants du Royaume Uni et de l'Allemagne sur le risque représenté par ses équipements, Huawei reçoit des Emirats la confirmation de commande du matériel de réseau 5G (WSJ, 27/2)
- L'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) signe avec Sinohydro un contrat évalué à 812m USD relatif à la construction du barrage électrique de Koukoutamba en Guinée (Ecofin, 28/2)

Financements publics et privés, aides financières

- La Chine annule une dette de 78m USD du Cameroun (BBC News, 22/1)
- La Chine va verser une aide sans contrepartie de 600m USD et d'acheter 400 000T de riz au Cambodge (RFI, 23/1)
- Le Myanmar autorise l'utilisation du JPY et du CNY dans les règlements internationaux (Chinaplus, 2/2)
- La qualifiant de « corruption volontaire », les autorités des Maldives demandent à la Chine de renégocier les termes de la dette contractée par le gouvernement antérieur (FT, 4/2)
- La Chine participera aux côtés du Canada, de l'Inde et du Japon à la réunion à Bruxelles de l'Union Européenne concernant les définitions et les standards applicables aux obligations vertes (Caixin, 26/2)
- L'AiIB et le gouvernement indien signent un contrat de prêt de 455m USD pour financer la construction de routes en Inde méridionale (Xinhua, 1/3)
- Le fonds Touchstone, qui rassemble 15 entreprises publiques chinoises et 15 investisseurs internationaux a signé un protocole de chef de filat pour le projet de tunnel ferroviaire entre l'Estonie et la Finlande (Les Echos, 11/3)

Investissements, acquisitions

- Pour 225m USD, COSCO acquiert du groupe minier péruvien Volcan les 60% de parts qu'il possède dans le terminal minier maritime de Chancay, sa première acquisition de ce type en Amérique du sud (Xinhua, 25/1)
- Pour 327m USD, le groupe sidérurgique Hebei (HBIS) acquiert 70% des actifs de l'indien Tata Steel à Singapour, en Thaïlande, au Vietnam et en Malaisie (GT, 31/1)
- Avec 6 mois de retard, le groupe de luxe et mode Shandong Ruyi finalise l'acquisition d'Invista, filiale de l'américain Koch et propriétaire de la marque Lycra de textile extensible (Bloomberg, 1/2)
- L'Union européenne accepte la montée à 100% du capital de la maison de mode allemande Tom Tailor par le groupe Fosun (QDaily, 2/2)
- Après l'échec de son opération sur MoneyGram, Ant Financial (Alibaba) se recentre sur l'Europe en acquérant la tech financière britannique WorldFirst pour un montant estimé de 700m USD (Bloomberg, 14/2)
- Le géant chinois de l'industrie laitière Yili annonce l'acquisition de Westland, première coopérative laitière néo-zélandaise, pour 169m USD (Caixin 19/3)

Désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- La population de Punta Léquas en Uruguay s'oppose à l'implantation d'une zone industrielle et commerciale par le groupe de pêche chinois Boma dans ce port (China Dialogue, 23/1)
- N'ayant pas reçu de réponse à ses demandes depuis plus d'un mois, China 3 Gorges rompt les négociations avec le régulateur européen au sujet de son projet d'acquisition d'Energia de Portugal EDP (Reuters, 28/1)
- Arguant d'une dette souveraine excessive, le gouvernement malaisien suspend le projet ferroviaire de ligne de la côte orientale, évalué à 20md USD et soutenu par la Chine (The Star, 27/1)
- Le gouvernement du Myanmar réitère son opposition à la reprise des travaux de construction du barrage de Mistonne sur le haut Irrawaddy dont l'électricité devait être vendue pour 90% à la Chine (FT, 30/1)
- Le parlement européen approuve par 500 voix contre 49 le renforcement des mesures de contrôle a priori des investissements étrangers dans l'Union (Reuters, 15/2)
- Intel cesse son partenariat sur les puces pour téléphones 5G avec la SOE chinoise Unisoc (Technode, 27/2)

Projets en cours

- Le fabricant de pneumatiques Roadbot prévoit d'installer une usine de fabrication d'une valeur de 600m USD aux Emirats Arabes Unis (Caixin, 23/1)
- Tencent veut prendre une participation élevée dans le spécialiste coréen de jeux vidéo Nexon (Bloomberg, 26/1)
- Déjà propriétaire de l'Australien Alinta, le groupe hongkongais Chow Tai Fook (Joaillerie de luxe et immobilier) poursuit ses projets d'acquisitions dans l'énergie en ciblant le distributeur européen Varo Energy BV (Caixin, 28/1)
- 2 groupes chinois anonymes sont intéressés par la reprise du chantier naval en faillite du coréen Hanjin à Subic Bay aux Philippines (Asia Times, 30/1)
- Le forum de discussion en ligne américain Reddit est ciblé par Tencent (Les Echos, 8/2)
- Alibaba devrait prendre une participation dans les supermarchés allemands Metro en Chine (Reuters, 15/2)
- Suite à la découverte de gisements de gaz à l'est de l'Ethiopie par Poly-GCL, les gouvernements djiboutiens et éthiopiens attribuent à cette SOE chinoise le contrat de construction d'un gazoduc transfrontière (Xinhua, 18/2)
- Selon le gouverneur du conseil des investissements philippin, un « géant pétrolier » chinois serait prêt à investir 1md USD dans une raffinerie de pétrole de plus de 2000ha sur l'île de Mindanao (Philippine Star, 26/2)
- Déjà propriétaire d'un site de traitement de cobalt à Kolwezi, Chengtun Mining achèterait au groupe australien Nzuri le projet de cuivre et de cobalt congolais Kalongwe (Ecofin, 28/2)
- La conférence politique consultative du peuple (CPPCC) va proposer une liaison ferroviaire à grande vitesse entre la côte chinoise du Fujian et l'île de Taiwan (GT, 10/3)
- Une délégation chinoise visite l'Argentine pour discuter du projet de la centrale nucléaire d'Atusha III, dont le coût de construction est évalué à 8md USD (Reuters, 18/3)

Implantations à l'étranger, délocalisations, nouveaux services internationaux

- JD.com annonce le premier vol autorisé d'un de ses drones de livraison en Indonésie (Retail in Asia, 21/1)
- Impliqué dans une affaire de mœurs à Pékin, le groupe d'éducation enfantine RYB achète 70% d'une institution privée singapourienne pour jeunes enfants et envisage de modifier sa dénomination sociale en GEH (GT, 10/2)
- L'accord entre Alipay (Alibaba) et le 2^e réseau américain de pharmacie Walgreen va permettre de proposer le mode de paiement mobile dans plus de 7000 magasins aux Etats-Unis (Alizila, 13/2)
- Après le Brésil et le Mexique, DiDi Chuxing recrute des responsables locaux au Chili, en Colombie et au Pérou pour concurrencer directement Uber dans ces marchés en développement rapide (Reuters, 15/2)
- Le constructeur naval public CSCIC ouvre un bureau de représentation à Dubai pour développer ses ventes de navires militaires dans la zone du Moyen Orient (SCMP, 24/2)
- Lors du congrès annuel de Barcelone, Alibaba Cloud annonce l'ouverture aux clients étrangers de sept nouveaux services d'analyse et d'infrastructure jusque-là limités aux clients chinois (Alizia, 25/2)
- Le téléphoniste Xiaomi, qui opérait 50 magasins en Europe fin 2018, en prévoit 150 à la fin 2019 (CNBC, 26/2)
- Quelques jours avant celui de Microsoft, Huawei ouvre en Afrique du Sud son premier centre de données proposant des services de cloud et d'intelligence artificielle pour le continent africain (Ecofin, 6/3)
- Laox, premier détaillant hors taxe japonais, contrôlé par le Chinois Suning, coopère avec l'agence de voyages d'Alibaba et Alipay pour le premier service online-to-offline aux touristes chinois (Jing Daily, 13/3)

Partenariats

- Le pharmacien allemand Merck signe un accord de collaboration stratégique avec Tencent dans les services numériques de soins de santé en Chine, en s'appuyant sur l'intelligence artificielle (Zone Bourse, 23/1)
- Les fonds d'Etat spécialisés des deux nations vont financer la coopération entre 2 instituts russes et chinois pour la recherche d'eau et de glace sur la lune par forage ultrasonique (CD, 30/1)
- Le conglomérat japonais C.Itoh et CITIC lancent un fonds commun destiné à investir dans les centres de données internet en Chine avec l'appui technique du distributeur de téléphonie japonais KDDI (CD, 14/2)
- Le leader de la logistique d'e-commerce chinois JD et le champion japonais de vente en ligne Rakuten s'allient pour les livraisons par drone au Japon (Tech Crunch, 21/2)
- Dans sa première alliance B2B avec un grand commerçant américain, Alibaba conclut un partenariat avec Office Depot qui lui ouvre 10m de clients et 1800 franchises pour les livraisons rapides (Reuters, 4/3)
- L'agence voyage géante européenne TUI s'allie avec Ctrip, ce qui va permettre aux touristes chinois d'avoir accès aux 150 000 produits de sa filiale, la plateforme internet Musement (TOM Travel, 4/3)
- Un accord signé au Royaume Uni entre Alipay et Barclaycard ouvre au spécialiste chinois du paiement par mobile un marché direct de 110 000 détaillants (CD, 15/3)

Actions et événements concernant l'image de la Chine à l'étranger

- La méfiance des jeunes parents chinois pour le lait infantile fabriqué en Chine les pousse à acheter en fraude du lait australien pour un prix quatre fois plus élevé que celui pratiqué en Australie (Nikkei, 31/1)
- Financée à hauteur de 200m USD par la Chine, la construction en Zambie de 2 000 moulins à maïs à énergie solaire est achevée à plus de 91% (Xinhua, 1/2)
- Déployé par Huawei Marine et PCCW, le câble sous-marin de fibre optique MARS entre en service entre les îles Maurice et Rodrigues, distantes de 550km dans l'Océan Indien (Ecofin, 15/2)
- La Chine offre 9600t de riz au Soudan du sud pour venir en aide aux réfugiés exposés à la famine (Xinhua, 22/2)
- Un an après avoir introduit des actions chinoises dans ses produits, le fournisseur international d'indices boursiers MSCI va quadrupler par étapes leur pondération dans l'indice « marchés émergents » (SCMP, 28/2)
- Musical.ly, plateforme de vidéos en ligne de TikTok (Douyin) accepte de payer 5,7m USD d'amende suite à la réclamation de la commission américaine du commerce l'accusant d'avoir acquis des informations de mineurs de moins de 13 ans sans obtenir l'accord parental nécessaire selon la loi en vigueur (GT, 28/2)
- Le président de Tencent propose d'aider et d'accompagner le projet de Grande Baie (technologique) regroupant Hong Kong, Macao et la zone du Cantonais en créant une banque d'investissement, une université dédiée et en créant une identité électronique facilitant les paiements des résidents (CD, 4/3 & SCMP, 5/3)
- Mettant en avant une transparence liée aux affaires en cours, Huawei ouvre à Bruxelles un centre de test de ses équipements 5G permettant aux clients potentiels d'avoir accès à ses codes-source, (GT, 6/3)
- Le Président de la Cour Suprême de Justice chinoise annonce que 288 000 affaires de propriété intellectuelle ont été traitées en première instance en 2018, soit 41,8% de plus qu'en 2017 (SCMP, 12/3)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Contrats, implantations, projets et marchés significatifs

- L'ESF (Ecole de Ski Français) et ClubMed s'associent pour créer une école de ski, la « China Ski Academy » afin promouvoir la méthode française d'enseignement du ski en Chine (Le Quotidien du Tourisme, 24/1)
- Le Groupe PSA est autorisé à démarrer ses premiers essais de conduite autonome sur routes ouvertes en Chine (L'Usine Digitale 30/1)
- Une école franco-chinoise de chirurgie ouvre au sein de l'hôpital Renji de Shanghai, fruit de la coopération entre les universités française de Strasbourg et chinoise de Jiaotong (Ambassade de France à Pékin, 13/2)
- Airbus signe un accord avec Spring Airlines, compagnie aérienne chinoise à bas coût, qui utilisera sa plate-forme de données Skywise Core (China Daily, 19/2)
- SOITEC, fournisseur français de matériaux semi-conducteurs, rejoint le centre d'innovation 5G de China Mobile (Boursier.com, 25/2)

Investissements croisés

- Réunis au sein de Casil Europe, les groupes chinois Friedmann Pacific Asset Management et Shandong Hi Speed cherchent à vendre leur part de 49,9 % dans le capital de l'aéroport de Toulouse-Blagnac (20 minutes, 23/1)
- Netease, acteur de l'Internet et du jeu vidéo chinois, a acquis des parts minoritaires dans le studio indépendant français Quantic Dream, développeur et producteur de jeux vidéo (Le Figaro, 29/1)
- Par l'intermédiaire de sa filiale Noveastern, Novares, fournisseur français de solutions plastiques, rachète les 30 % de sa joint-venture chinoise qui appartenait à son partenaire Yazhong (Journalauto.com, 31/1)
- Le Groupe PSA entre au capital du chinois FengChe, spécialiste du véhicule d'occasion (L'Usine Nouvelle 18/2)
- Alliance Ventures, fonds de capital-risque de Renault Nissan Mitsubishi, investit dans la start-up chinoise PowerShare, spécialisée dans les bornes de recharge pour véhicules électriques (L'Usine Nouvelle, 18/2)
- GL Events, entreprise spécialisée dans l'événementiel, acquiert 55% du groupe public chinois CIEC Union, filiale du CCPIT (China Council for the Promotion of International Trade) (Capital, 1/3)
- La banque chinoise ICBC pourrait entrer au capital du Groupe Bourbon (Les Echos, 4/3)

Services, culture, soft power, autres informations

- La Réunion des musées nationaux français-Grand Palais et la société chinoise Tencent signent un partenariat stratégique dans les domaines culturels, du patrimoine traditionnel et de l'innovation (Xinhuanet.com, 1/2)
- Le Musée Rodin et la ville de Shenzhen signent un protocole d'entente pour la création d'un « Centre d'art Rodin » à Shenzhen (Slate.fr, 8/2)
- La Chine dispose pour la première fois d'un pavillon chinois au salon de l'innovation Viva Technology, qui se déroulera à Paris en mai 2019 (Radio LCF, 11/2)

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong
et Christophe Granier, CCE France

La lettre de « La Chine hors les murs » est publiée par l'Observatoire de la mondialisation chinoise créé en 2014 par la Commission Asie Pacifique des Conseillers du Commerce extérieur de la France. Les opinions exprimées dans ses articles n'engagent pas le Comité national des CCE. Pour tout renseignement ou apport, écrivez à : chinehorslesmurs@cnccef.org.